

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1984)
Heft: 713

Artikel: Patron de l'Union de banques suisses et président d'une société panaméenne : les silences du colonel de Weck
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1016762>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Treize radios fidèles au poste

Treize radios locales émettent en Suisse allemande depuis le 1^{er} janvier. Depuis le lancement de l'expérience, pas encore un seul abandon. En Suisse romande, pour l'instant, une seule antenne ouverte (à Genève), uniquement pour de la musique. Un déséquilibre flagrant qui interdit tout bilan global intermédiaire. Tout de même, quelques faits récents intéressants.

Le 1^{er} janvier, Radio Förderband, de Berne, diffusait un programme exceptionnel de lancement (normalement, cette radio n'émet qu'en fin d'après-midi et le soir). Noté pendant cette première journée d'ouverture, une interview d'un des directeurs de la SSR, Andreas Blum: très positif, il ne craint pas la concurrence.

A Bâle, les éditeurs de journaux locaux la craignent, eux, cette concurrence: Radio Basilisk est

dans leur collimateur. Il faut dire que les premiers sondages d'écoute avaient révélé une surprenante popularité de cette radio, menée avec une rigueur toute professionnelle et appliquée à devenir une tribune d'une certaine tenue (le 13 décembre, le nouveau conseiller fédéral Stich passait deux heures au micro pour répondre aux questions des auditeurs). Radio Basilisk, c'est aussi une association d'auditeurs (qui vient de se restructurer), un bulletin interne (le quatrième numéro est paru, avec notamment une interview d'un des responsables du principal journal bâlois) et un réseau de correspondants locaux (on en cherche encore pour l'Alsace et le pays de Bade).

Il semble que le lancement des radios locales en Suisse gêne les radios «libres» françaises voisines. «Le Monde» (1.1.84) s'en faisait l'écho au tout début de l'année. Il est question, dans le nord-est de l'hexagone, du gel du spectre 100-104 jusqu'en 1985, ce qui contraste avec sa libération par les autorités suisses et l'occupation officielle de ces fréquences en priorité par des émetteurs suisses.

PATRON DE L'UNION DE BANQUES SUISSES ET PRÉSIDENT D'UNE SOCIÉTÉ PANAMÉENNE

Les silences du colonel de Weck

— La nécessité de l'information est un réflexe à acquérir. Il en est de même d'ailleurs au service militaire où, dès qu'il y a un engagement, ce doit être un réflexe absolu d'informer en haut, à droite, à gauche, dans toutes les directions. Ce réflexe de l'information n'est d'ailleurs pas si facile à obtenir qu'on le pense. Engagé dans une opération d'importance, toute l'attention concentrée sur des problèmes de fond souvent difficiles, l'esprit n'est pas naturellement porté à distraire une partie de ses forces par l'information. Ceci dit, dans une entreprise qui est dirigée de manière moderne, la mise en place d'une opération importante, économique ou financière, ne se conçoit pas sans la participation des responsables de l'information. Il s'agit de déterminer avant tout qui doit informer, qui doit répondre à des questions et comment informer. C'est actuellement un point indispensable dans la liste des opérations d'un plan d'action.

Philippe de Weck répondant aux questions de François Gross, page 116 des aimables entretiens publiés il y a quelques mois sous le titre «Un ban-

quier suisse parle» (éd. Martin Michel, Fribourg). Ou le «réflexe» de l'information était encore plus difficile à acquérir que Ph. de Weck ne l'avait imaginé; ou l'Union de Banques Suisses l'a facilement perdu après le départ de son directeur général — ce ne sont pas les «explications» publiées lundi dernier qui rassurent sur la volonté de transparence de cette banque.

Cela dit, il faut bien avouer que même à partir des documents de base de l'affaire des avions renifleurs — il faut avoir lu le rapport de la Cour des comptes française, publié «in extenso» et commenté par «Libération» dans son édition du 4 janvier dernier — et même en menant des investigations méticuleuses à travers les entrelacs des sociétés financières et des conseils d'administration,

toutes les interprétations de l'affaire demeurent possibles. Même les plus fantaisistes. A chacun son fantasme. Peu probable que le jeu concret du mécanisme financier soit vraiment éclairci un jour ou l'autre. Aujourd'hui, ce qui fascine, c'est le récit ubuesque d'une dilapidation de fonds à grande échelle, organisée entre notables imbus de leur pouvoir et de leurs relations, tous plus «respectables» les uns que les autres, tous plus compétents et chargés de responsabilités, et pourtant menés en bateau avec une facilité déconcertante.

LE DÉTOUR PAR LA SUISSE

L'affaire vue de ce côté-ci du Jura, c'est le constat répétitif qu'une «affaire» internationale et financière menée dans les règles de l'art bénéficie quasi inexorablement d'un détour par le secret bancaire helvétique, avec son cortège de «services» de blanchissage, fiscal ou autre. Derrière la façade de respectabilité, les sociétés panaméennes, leur éloignement commode, leurs avantages fiscaux, leur discrétion à toute épreuve derrière un paravent local. Une fois de plus, les Suisses réalisent confusément que le prix de leur prospérité, dont l'un des principaux piliers est un système bancaire florissant, est peut-être plus élevé qu'ils ne le croient, au moins sur le plan moral.

Enfin, pour en revenir à M. de Weck: expliquera-t-il pourquoi il s'est engagé lui-même dans cette galère, jusqu'à présider en personne une vulgaire société panaméenne — lui, la tête pensante, l'honnêteté faite banquier? L'UBS était-elle beaucoup plus engagée (financièrement) qu'il n'est apparu jusqu'ici, pour elle-même et pas seulement à titre fiduciaire, au point que la présence du patron s'imposait pendant les manœuvres? Ou la connexion avec une haute finance italienne, mâtinée d'extrême-droite et de démocratie-chrétienne, imposait-elle à l'UBS des devoirs inhabituels? Après tant de silences, la présence de M. de Weck à la TV ce mercredi soir n'autorisait pas grand espoir de mise au point en profondeur à l'heure où DP mettait sous presse.